

TORNATA DEL 17 MAGGIO 1853

PRESIDENZA DEL VICE-PRESIDENTE MARCHESE ALFIERI.

SOMMARIO. *Sunto di petizione — Omaggi — Relazione ed approvazione del progetto di legge per la divisione del mandamento di Casale — Discussione sul bilancio passivo per l'esercizio 1853 delle spese generali — Osservazioni del senatore Della Torre — Risposta del ministro delle finanze — Approvazione delle categorie del bilancio stesso — Presentazione di un progetto di legge per la concessione della strada ferrata della Savoia — Comunicazione della convenzione telegrafica colla Francia — Approvazione delle categorie dei bilanci passivi per l'esercizio 1853 delle aziende generali delle finanze e delle gabelle — Relazione sul progetto di legge per la concessione dello stagno di San Gavino in Sardegna.*

La seduta è aperta alle ore 3 pomeridiane.

GIULIO, segretario, dà lettura del processo verbale della precedente seduta, il quale è approvato, e del seguente sunto di una petizione :

844. Cinquantatré negozianti da vino all'ingrosso in Torino ricorrono per essere collocati, riguardo all'imposta sul commercio, nella classe 2^a a vece della 1^a, e perchè sia provvisto onde far cessare gli smerci di vino all'ingrosso ed in dettaglio non autorizzati.

PRESIDENTE. Debbo annunziare al Senato essergli stato fatto omaggio dal deputato signor conte Pelitti dell'opera postuma del suo genitore conte Ilarione Petitti intitolata *Del giuoco del lotto considerato ne' suoi effetti morali, politici ed economici*, e dall'avvocato Tegas di un discorso da esso pronunziato nella inaugurazione del monumento al professore Michele Buniva.

RELAZIONE ED APPROVAZIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER LA DIVISIONE DEL MANDAMENTO DI CASALE.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Cristiani relatore del progetto di legge per la divisione del mandamento di Casale.

CRISTIANI, relatore, legge la relazione. (Vedi 3^o vol. Documenti, pag. 1611.)

PRESIDENTE. Domanderò al Senato se intende che questa relazione sia data alle stampe e distribuita, ovvero se, avuto riguardo alla semplicità dell'argomento, voglia procedere immediatamente alla discussione del relativo progetto di legge.

Varie voci. Sì! sì!

DORIA. Mi pare che sarebbe meglio.

PRESIDENTE. Chi intende che si debba procedere immediatamente alla discussione di questo progetto di legge, voglia levarsi.

(Il Senato assente.)

Il progetto di legge per la divisione del mandamento di Casale è concepito nel modo seguente. (*Vedi infra*)

È aperta la discussione generale.

Se nessuno domanda la parola, darò nuovamente lettura degli articoli per porli ai voti :

« Art. 1. Il mandamento di Casale-Monferrato è diviso in due. Il primo mandamento è limitato all'abitato della città dentro al recinto, eccettuato il quartiere denominato dell'Ala, ossia la Parrocchia del SS. Sacramento, come trovasi di presente circoscritta. Il secondo comprenderà, oltre al detto quartiere dell'Ala, tutto il rimanente territorio mandamentale fuori delle mura. »

(È approvato.)

« Art. 2. È conservata pel primo mandamento di Casale l'attuale giurisdizione di seconda classe. È creata pel secondo una giurisdizione di terza classe. »

(È approvato.)

Si procede ora all'appello nominale per lo squittinio segreto.

Risultato della votazione :

Votanti 53

Voti favorevoli 52

Voti contrari 1

(Il Senato adotta.)

DISCUSSIONE DEL BILANCIO PASSIVO PER L'ESERCIZIO 1853 DELLE SPESE GENERALI.

PRESIDENTE. Secondo l'ordine del giorno, viene ora in discussione il bilancio passivo per l'esercizio 1853 delle spese generali. (Vedi 2^o vol. Documenti, pag. 1164.)

È aperta la discussione generale.

La parola è al senatore barone della Torre.

DELLA TORRE. Messieurs les sénateurs, l'examen que j'ai fait et que vous avez fait vous-mêmes des divers budgets qui vous ont été soumis nous prouve que les Commissions

chargées de les étudier ont presque toujours opiné pour que les budgets fussent votés tels qu'ils ont été présentés. Je ne fais aucune objection à cette détermination des Commissions, parce que je me rappelle que nous sommes au moi de mai, c'est-à-dire que les budgets que nous avons à examiner, et qui nous sont soumis afin que nous leur fassions subir des variations si nous les croyons utiles, sont en cours d'exercice depuis le premier janvier.

Il y a donc cinq mois qu'ils sont en action, qu'ils existent et produisent leurs conséquences naturelles. Les entreprises sont données, les travaux sont commencés, les avances sont faites, les emplois sont conférés, et par conséquent je ne vois pas quelles modifications utiles peuvent être apportées dans de semblables conditions.

Ce sont ces conditions qui sont mauvaises, et contre lesquelles j'invite le Sénat à protester. A quoi sert de présenter à des Chambres législatives des budgets que, vu la session avancée, elles ne peuvent plus modifier? Cette présentation est évidemment illusoire, car elle ne peut avoir aucun résultat.

Vous me direz qu'ils ont été présentés plus tôt à la Chambre élective; c'est vrai; mais la Chambre élective n'a terminé qu'à la fin d'avril ses travaux sur les budgets: il y avait donc alors 4 mois qu'ils étaient en cours d'exercice; je ne crois pas qu'elle eût pu faire des grands changements. Quand elle a commencé à examiner ces budgets, il paraissait qu'elle devait apporter des modifications importantes: mais elle s'est arrêtée elle-même à cause des grandes perturbations qu'elle aurait causées dans les services publics si elle s'était déterminée à faire des variations après que les exercices étaient déjà en cours.

Avant l'établissement de la Constitution, sous l'ancien régime il y avait un contrôle sévère sur le maniement des deniers publics; le contrôleur avait le droit d'arrêter toute dépense qui ne lui semblait pas être régulière: le Conseil des finances, et plus tard le Conseil d'Etat, avait l'obligation d'examiner article par article, de modifier, de rejeter le budget si cela lui paraissait une chose utile aux services publics.

Le vice-président du Conseil d'Etat faisait un rapport direct au roi pour rendre compte des motifs qui avaient porté le Conseil à prendre une détermination de cette nature. Il est vrai que le roi avait droit d'appuyer son ministre et d'ordonner que le budget fût approuvé; mais il usait rarement de ce droit; j'ai été pendant très longtemps vice-président du Conseil d'Etat et j'ai vu rarement le roi faire usage de cette faculté, et même dans ce cas le ministre venait dans le sein du Conseil, on combinait ensemble et on finissait par s'arranger.

On a cru que le vote des deux Chambres donnerait une plus grande garantie, et c'est très vrai; elles ont le droit de modifier, de changer, et rien ne peut être fait sans leur contrôle; mais si vous présentez ces budgets à l'époque où les Chambres ne peuvent plus exercer utilement leur contrôle, alors leur rôle devient nul et si cela continuait, le système représentatif serait faussé chez nous.

Le Sénat doit décider que ce qui est passé est passé, mais pour 1854 il doit demander que les deux Chambres aient le droit d'examiner les budgets à loisir, et d'apporter toutes les modifications qu'il leur semblera convenable d'introduire. Je présume que MM. les ministres trouveront que les considérations que je viens d'exposer sont justes, et qu'ils prendront l'engagement d'agir en conséquence.

Je crois, messieurs, que le Sénat est obligé d'apporter une

grande attention à la question financière; elle est d'une grande gravité chez nous; vous vous rappelez, messieurs, qu'avant les derniers événements les dépenses publiques se balançaient entre 75, 76, 77 millions; prenez une moyenne, par exemple les dix années de 1836 à 1846, et vous verrez que cela avait lieu. Les recettes montaient à 80 millions environ, un peu en deça un peu au delà; il y avait tous les ans un excédant de 4 millions environ dans les recettes sur les dépenses, et on les versait dans la caisse de réserve. Ces fonds s'y accumulaient et y restaient en dépôt, afin de mettre l'Etat en mesure de faire face à un événement public qui aurait exigé une forte dépense; à la fin de 1847 on a beaucoup dépensé; le chiffre des dépenses a dépassé 90 millions, c'était une année d'inquiétudes, de grands événements se préparaient et il a fallu songer à y faire face. Ces événements éclatèrent en 1848: la guerre eut lieu; cette guerre n'a pas été de longue durée, mais elle fut réelle et assez obstinée. En 1849 il y a eu reprise d'armes; enfin, en août 1849, la paix définitive a été conclue.

Notre administration militaire avait peu d'expérience et on ne peut pas lui en faire une reproche, sur la manière d'entretenir les armées en campagne avec économie; il faut pour cela de l'habitude; aussi de ces deux guerres qui, en somme, n'ont pas duré plus de cinq mois, dans cinq mois de guerre active nous avons prodigieusement dépensé. Cette dépense a absorbé les fonds de la caisse de réserve, ceux de la caisse générale, qui étaient beaucoup plus considérables, car elle contenait les fonds des provinces, des communes et les fonds destinés à certains travaux publics, aux travaux du cadastre qui devaient être entrepris.

Mais ces fonds ne suffisant pas, nous avons contracté trois emprunts à l'intérieur; avec cette ressource, le passé était à peu près couvert.

Nous avions cent millions de dettes quand la lutte a commencé; je crois qu'avec 200 millions on aurait pourvu à tout; mais malheureusement on n'a pas suivi la marche économique que les circonstances et notre position nous conseillaient; les dépenses ordinaires de 1850 ont dépassé sensiblement les dépenses ordinaires de 1849; celles de 1851 ont dépassé celles de 1850; enfin, en 1852 nous avons beaucoup plus dépensé qu'en 1851, et vous le voyez, messieurs, nos dépenses pour l'année présente (1853) s'élèvent au chiffre énorme de 150 millions, je l'appelle énorme parce que nous avons eu cinq années de paix, et vous avez vu que dans les dernières années de paix, avant 1847, la somme de 75 millions suffisait à tous nos besoins. Ces augmentations de dépenses successives nous ont forcé à contracter dans ces dernières années trois emprunts à l'étranger en outre des emprunts contractés à l'intérieur.

Nous sommes donc arrivés pour cette année à un budget passif de 150 millions, tandis que les recettes fortement augmentées par les impôts votés l'année passée, recettes qui ne s'élevaient qu'à 80 millions, s'élèvent aujourd'hui à la somme de 104 millions. Mais les dépenses étant de 150 millions, nous avons un déficit de 46 millions, et nous y avons pourvu par le dernier emprunt qui nous fournit 48 millions; nous voilà couverts du passé, mais au lieu de 300 millions de dettes, nous en avons 700.

Continuerons-nous à marcher dans cette voie? Ferons-nous toujours des dépenses qui dépassent les recettes, sauf à contracter des emprunts? J'ai la conviction que ni le Ministère, ni le Parlement, ne peuvent avoir cette pensée, car ce serait le plus sûr moyen de conduire le pays à sa ruine totale.

En excluant les emprunts, il reste deux voies pour pour-

voir aux services publics : l'une consiste à augmenter toujours les impôts, jusqu'à ce que l'on arrive à égaler les dépenses ; mais nous les avons augmentés considérablement cette année ; ils pèsent lourdement sur le peuple et je doute que l'on puisse encore les augmenter.

Messieurs, quand l'impôt direct dépasse certaines proportions, il en résulte que l'impôt indirect devient beaucoup moins productif. Cette vérité a été aperçue de tout temps, mais elle vient d'être démontrée dans un rapport éloquent du ministre des finances de France ; il a fait observer combien l'année où les impôts directs ont été forcés les impôts indirects avaient été moins productifs, et il prouve que ce que le fisc gagne d'un côté, il le perd d'un autre. Cette méthode n'est donc pas celle dont je proposerais l'adoption à M. le ministre ; l'expérience, la raison et le patriotisme nous conseillent de ne pas trop charger notre peuple, de ne pas tarir toutes les sources de la prospérité publique ; il convient donc, au lieu d'augmenter les impôts, de diminuer les dépenses.

Je vous ai dit qu'on avait augmenté plusieurs impôts cette année ; d'après les prévisions d'hommes assez entendus dans la partie des finances, je crois que notre revenu public ira à 120 millions ; c'est à ce chiffre que doit être ramené la dépense ; je crois la chose non seulement faisable, mais je la crois facile ; peu de mots suffiront pour le démontrer.

Autrefois, au temps de la paix, nos dépenses ordinaires montaient au chiffre de 75 millions, y compris six millions environ pour les intérêts de la dette publique, qui ne dépassaient guère cette somme. Mais maintenant nous devons beaucoup plus, l'intérêt de notre dette publique est augmenté de 20 millions ; les 75 millions doivent donc monter à 95 millions. En outre, nous nous sommes engagés dans les entreprises des chemins de fer ; je pense que, puisque ces grands travaux sont fort avancés, huit millions par année pourront suffire à l'avenir ; cela fait 103 millions. Il y a ensuite une troisième catégorie, qui me reporte à l'époque dont j'ai parlé. Avant les événements de 1848, le chiffre des pensions civiles et militaires annuelles s'élevait à deux millions environ et quelquefois même était inférieur, et maintenant nous dépendons neuf millions pour cet objet ; c'est donc 7 millions de plus qu'autrefois, en les ajoutant aux 103 millions, nous arrivons au chiffre de 110 millions. Comme je propose de réduire le budget des dépenses à 120 millions, il restera donc 10 millions disponibles.

Je pense qu'on trouvera peut-être que le département de la guerre avait trop peu à l'époque primitive, dont je vous parlais. On pourra ajouter quelques millions, je ne ferai aucune objection à cet égard, je l'approuve, surtout si M. le ministre de la guerre voulait nous donner une organisation moins coûteuse et qui ait l'avantage de mettre promptement nos forces en état d'agir. Je ne reviendrai pas sur ce point, car il a été déjà discuté dans cette enceinte.

Je continue : il faudrait peut-être compter sur une augmentation d'un million pour le Ministère de la justice, car ses frais sont plus considérables qu'autrefois ; les débats publics exigent un plus grand nombre de témoins, c'est plus coûteux. Portons donc le chiffre du budget de 110 à 115 millions, et il restera encore cinq millions. Si les ministres opèrent sur l'exercice de 1854 une diminution d'une trentaine de millions, il sera bien facile, je crois, de pouvoir encore mettre de côté trois ou quatre millions sur l'exercice de 1855, afin d'exonérer le peuple de certains impôts qui pèsent sur lui lourdement.

Notre situation financière est fâcheuse, mais elle n'est

cependant pas désespérée, puisque nous pouvons faire face à nos besoins moyennant certaines économies faciles à opérer. Une de ces mesures d'économie serait de diminuer le nombre des pensions de retraite que l'on donne journallement. Quand un homme a été mêlé aux affaires pendant 25 ans, il en a la pratique, il faudrait le conserver ; on le met à la retraite et on le remplace par un homme nouveau, qui n'a pas l'habitude des affaires, et le service est naturellement moins bien fait. Trois personnes expérimentées font marcher un bureau mieux que six personnes inexpérimentées. Vous renvoyez ceux qui savent pour ceux qui ne savent pas, et quand ces derniers demandent une augmentation de personnel, il faut bien la leur accorder.

Dans les autres Etats constitutionnels il n'y a pas un semblable mouvement de personnel. En Espagne ce mouvement a eu lieu, il en est résulté des désordres ; on a obvié, et le désordre a diminué. En Angleterre, le plus ancien Gouvernement du monde, les choses se passent autrement que chez nous. J'ai connu un premier secrétaire du département des affaires étrangères (titre qui répond au titre de premier officier dans nos administrations), ce premier secrétaire occupait sa place depuis trente ans. Dans cet intervalle de temps huit ou dix ministres s'étaient succédés aux affaires, et il est resté à son poste.

En effet, que doit faire un bon employé ? Exécuter les ordres de son chef ; que le chef lui soit plus ou moins agréable, n'importe, il est le chef. En Angleterre personne ne demande à un marin, à un guerrier, à un employé s'il est *wigh* ou *tory*, là n'est pas la question ; la question est de savoir s'il est bon officier, bon marin, bon soldat, bon employé, et chacun tire parti de cet homme.

Je demande au Sénat d'insister sur ces deux points :

1° Que les budgets de l'exercice de 1854 soient présentés en temps utile ;

2° Que les dépenses soient ramenées au chiffre des recettes que M. le ministre des finances croira devoir être atteint.

Je vous dirai, messieurs, que je fais cette proposition avec d'autant plus de confiance que je suis assez fondé à croire que M. le ministre des finances, qui est président du Conseil des ministres, est aussi d'avis de ramener les dépenses au chiffre des recettes, et qu'il renonce pour toujours, je pense, au système des emprunts. S'il est présent à la séance, je prendrai la liberté de l'interpeller à ce sujet ; s'il n'assiste pas à la séance, je réserve mon interpellation pour une autre circonstance.

CUMMARIO, ministro dell'istruzione pubblica. Il est présent.

DELLA TORRE. Quant aux budgets, je les voterai tels qu'il ont été présentés ; je voterai également les impôts, ils sont indispensables ; nous sommes trop mal en argent pour pouvoir décharger le peuple de ce fardeau comme nous en avons le désir, puisque nous en faisons partie, et que nous sommes tout à la fois votants et payants.

CAVOUR, presidente del Consiglio dei ministri, ministro delle finanze. L'onorevole preopinante nell'esordio della sua dotta ed eloquente orazione avvertiva al grave inconveniente che si è verificato negli anni scorsi, e che pur troppo s'è ripetuto in questo, quello cioè di dover il Parlamento votare sopra bilanci già in parte consunti.

Egli osservava con ragione che le Camere, poste nella condizione di votare intorno a servizi già ordinati, a spese già cominciate, si trovano nella dolorosa alternativa o d'incagliare il pubblico servizio, o di sanare tutte le ministeriali proposte. Invitava quindi il Ministero a far in modo che quest'inconve-

niente cessasse, onde il Parlamento potesse deliberare sui bilanci prima che questi fossero posti in esercizio.

Il Ministero non può che associarsi a queste osservazioni, anzi non potrebbe che ripetere le parole di cui si valse l'onorevole preopinante per indicare gli accennati inconvenienti e difetti; e tanta è a questo riguardo la convinzione di lui, che in una legge la quale ebbe l'onore di proporre al Parlamento, e che vide con soddisfazione approvata, fu stabilito che il bilancio d'un anno avesse ad essere presentato dieci mesi prima del cominciare dell'anno stesso. Ma per giungere a questo stato normale sarà necessario di consentire qualche straordinaria misura, perchè se in ogni anno si dovessero consacrare sei mesi, come si è verificato in questo, alla discussione dei bilanci, sarebbe materialmente impossibile che in un periodo di dodici mesi venissero votati due bilanci.

Il bilancio del 1853 fu presentato al Parlamento prima ancora della sua riunione: esso era preparato dal mio onorevole predecessore al dicastero delle finanze fin dal mese di ottobre, eppure si dovettero dalla Camera dei deputati consacrare sei mesi al suo esame.

Come mai in questa sessione si sarebbe potuto discutere il bilancio del 1854? Eppoi, mentre durava la discussione del bilancio del 1853, come mai il Ministero avrebbe potuto preparare il bilancio del 1854? Ho già avuto occasione di dichiararlo, e qui lo ripeterò: egli è quasi impossibile ad un ministro di finanze, mentre dura la sessione, di disporre del tempo necessario alla compilazione del bilancio.

Se il ministro delle finanze vuole veramente compilare un bilancio stabile in tutte le sue parti, e fare delle proposte realmente coscienziose e fondate, abbisogna di molto tempo e studio.

Ora, mentre durano le sessioni, è assolutamente impossibile, ripeto, il potersene occupare; di fatto se la Camera vuole percorrere colla mente, come un ministro delle finanze è costretto distribuire le ore delle sue giornate, quantunque cominci molto per tempo a lavorare, vedrà agevolmente che in nessun modo egli può consacrare uno spazio di tempo di qualche considerazione alla compilazione dei bilanci.

Mi si chiederà se per avventura non vi sia rimedio. Vi è; anzi io mi farò a proporlo infallantemente nella prossima sessione, e sarà quello di stabilire che il voto che si darà per le spese ordinarie del 1854 s'intenda anche esteso a quelle del 1855. Questo non farà che non si abbia a ripresentare il bilancio del 1855; ma sarà inteso che le spese ordinarie non si discuteranno più. In questo caso si potrà facilmente, nel periodo durante il quale seggono le Camere, votare i bilanci del 1854 e del 1855; e nell'estate del 1854 si potrà preparare il bilancio 1856, e questo sarà presentato alla Camera, come la legge lo richiede, nel mese di gennaio od al più in febbraio del 1855.

Questo dichiarazioni, io spero, saranno considerate come una scusa bastevole all'onorevole preopinante, ed egli vorrà quindi assolverci da una colpa che non ci si può imputare, ma che è piuttosto vizio delle circostanze nelle quali abbiamo versato.

Passando poi ad esaminare le condizioni delle nostre finanze, l'illustre maresciallo osservava con un rincrescimento, che io pure divido, come le spese fossero andate notevolmente accrescendosi dal 1847, come cioè le spese che in quell'anno erano ristrette fra i 75 e gli 80 milioni, giungessero in questo alla somma esorbitante di 150 milioni.

Egli però riconoscendo la gravità delle circostanze che avevano occasionato un tale aumento, non contestava tuttavia che il bilancio passivo presente dovesse mantenersi in una

cifra molto elevata, la quale avvisava poter ascendere alla somma di circa 120 milioni.

Anche qui mi gode l'animo nel vedere che io non sono molto lontano dall'opinione dell'onorevole preopinante, poichè quando al principio della sessione presentava alla Camera dei deputati il bilancio attuale, io esponeva ad un tempo qual fosse la condizione delle finanze, indicando, non la cifra di 120 milioni, ma bensì di 124. In ciò dunque siamo perfettamente d'accordo, quantunque vi sia la differenza di quattro milioni.

L'onorevole maresciallo prendeva le mosse dalla cifra di 75 milioni, ma forse non avvertiva che questa era stata superata negli ultimi anni del governo assoluto.

Se egli prende la media dal 1830 al 1847 la cifra è perfettamente esatta; ma se egli prende la media degli anni 1844, 1845 e 1846, io credo che saremo più vicini agli 80 milioni che ai 75.

Inoltre egli non ha avvertito che questa cifra si riferiva soltanto al bilancio di terraferma, poichè quello della Sardegna era tenuto separato, e le spese per quell'Isola si poteano calcolare dai 5 ai 6 milioni, così che realmente si spendeva dagli 85 agli 86 milioni.

Se tien conto di questa differenza vedrà che noi non siamo molto discosti l'uno dall'altro, e che io assegnai un limite alle spese ordinarie che si confonde in certo modo con quello che egli aveva raggiunto con i suoi calcoli.

L'onorevole preopinante calcola l'aumento nelle spese del debito pubblico a soli 20 milioni. In ora la differenza è molto maggiore, poichè la somma portata in bilancio pel debito pubblico è di 36 all'incirca.

Convien però avvertire che in questa somma 7 ad 8 milioni rappresentano il fondo d'estinzione sia al corso, che mediante sorteggio; così che noi non paghiamo realmente di interessi che 28 milioni.

Se si ritiene la cifra di 36 milioni, la differenza fra quanto paghiamo e quanto si pagava prima del 1848 non è di 20 milioni, ma di 28; quindi se non vi fosse modo di ridurre le spese del debito pubblico, sarebbe impossibile il portare le spese ordinarie alla cifra di 124 milioni.

Convien trovare un mezzo di ridurre da 6 a 8 milioni la spesa del debito pubblico, e questo mezzo finora lo troviamo bensì col non estinguere, come forse si dovrebbe fare, od almeno coll'estinguere una parte minore di quello che si dovrebbe estinguere.

Se noi con un'operazione di finanza possiamo ridurre di 6 a 8 milioni il debito pubblico, in allora io credo che le spese ordinarie (noti il Senato che io parlo di spese ordinarie) si potrebbero mantenere dai 124 ai 125 milioni: e per ridurre queste spese non vi ha che una sola operazione, che è quella della conversione.

Io non dico che questa sia probabile e possibile ora, ma che è sperabile in un avvenire non troppo lontano. Se le circostanze ci secondano, se alle difficoltà finanziarie non vengono ad aggiungersi difficoltà politiche, penso che nel corso del 1854 potrà farsi una tale operazione. E quando le spese fossero ridotte a 124 milioni, io credo che le entrate potrebbero raggiungere facilmente questa somma. Difatti il bilancio attivo presente dà 109 milioni; egli è vero che in questa somma vi è un'entrata straordinaria di quasi due milioni o mezzo, rappresentata dal prodotto di vendita dei beni demaniali, risorsa questa che non può durare eternamente, ma non è men vero che essa continuerà ancora alcuni anni, perocchè nella legge che avete votato sulla vendita dei beni demaniali avete stabilito che due milioni verrebbero iscritti

sal bilancio del 1853, e il rimanente prodotto che giungerà forse a tre milioni sul bilancio del 1854, così che noi trarremo per qualche anno dalla vendita dei beni demaniali della Sardegna che avete autorizzata, un prodotto straordinario. *(Interruzioni)*

Io credo anzi che sarà assai proficua, giacchè vi sono già moltissime domande per acquisto di beni; e quando le strade saranno compiute, quando saranno stabilite in Sardegna alcune istituzioni di credito, quando le comunicazioni avranno quivi un più largo avviamento, non dubito punto che in allora si potranno più facilmente vendere, producendo ogni anno una somma di qualche rilievo; conviene adunque distogliere dal bilancio attuale due milioni riducendolo a 107; somma sulla quale si può certo far assegno, perchè i risultati dei quattro primi mesi già compiuti superano piuttosto i calcoli presuntivi che non rimangano al disotto.

Avremo poi per l'anno venturo la legge sulle gabelle, la quale sarà in esercizio per tutta l'annata, mentre non lo è al presente che per sei mesi, e questa ci frutterà un milione e mezzo di più.

La tassa sulle vetture pubbliche ci darà almeno un milione; anzi io credo che se non nel primo anno, certo quando sarà in esercizio si potrà calcolare forse su di un milione e mezzo.

L'imposta personale e mobiliare è stata calcolata in tre milioni: veramente io non lo guarentirei, ma siccome quella sulle vetture pubbliche potrà fruttare un po' di più, si può far assegno su questi tre milioni. Infine dalla legge sull'industria e sul commercio speriamo un milione, così che il totale nell'anno venturo invece di 107 monterebbe a 114 milioni e mezzo, fors'anco a 115.

Al fine dell'anno il mio onorevole collega, il ministro dei lavori pubblici, m'assicura che si aprirà la strada ferrata fino a Genova, come pure nella primavera ventura si aprirà quella da Alessandria a Novara, ed egualmente quella da Torino a Susa, cosicchè il numero dei chilometri in esercizio sarà duplicato. Il prodotto delle strade ferrate è stato calcolato nel bilancio a tre milioni e mezzo. Io non dubito che questa cifra sarà superata, poichè nel mese di aprile ha dato 334 mila lire, e noti il Senato che ordinariamente non è questo il mese medio, essendo più propriamente quello di giugno; onde si può sperare la cifra di 4 milioni. Bisognerebbe che la sorte ci corresse ben avversa, se duplicando il numero dei chilometri non si aumentasse la cifra almeno di due milioni e mezzo (non calcolo su quattro milioni di più, ma solamente sopra due milioni e mezzo); quindi spero un aumento di tre milioni rispetto al calcolo presuntivo che fo di sei milioni e mezzo per l'anno venturo.

Inoltre il Ministero ha annunziato al Parlamento aver egli preparato un progetto per la fusione di tutte le leggi sul bollo, sull'insinuazione e successione, progetto che, nato fiducia, verrà accolto.

Noi abbiamo fatto una legge sulle successioni coll'intendimento che essa fruttasse tre milioni e mezzo (somma non grande, giacchè nel Belgio i diritti di successione danno dalli sette all'otto milioni, sicchè non ero indiscreto nel chiedere ad una tal sorgente di reddito tre milioni e mezzo): invece non ce ne frutta che due, e ciò per alcuni difetti che si sono introdotti nella legge e che conviene emendare. Quando questi emendamenti che si presenteranno l'anno venturo saranno adottati, la tassa ci potrebbe fruttare almeno due milioni di più. Veramente io ne vorrei togliere tre, ma ammettendo qualche emendamento nel Parlamento bisognerà che io mi tenga contento di ciò.

Finalmente io credo che l'anno venturo potremo, senza far troppo gridare, volare quei 15 centesimi che io aveva in mente di proporre quest'anno, ma che, a motivo delle molte altre imposte già votate, ho tenuto in serbo. Dico che potremo votarli senza difficoltà l'anno venturo, e ciò proverrà da che sarà in allora in vigore una disposizione, alla quale avete dato il vostro voto, quella cioè con cui vengono ripartite le spese provinciali e comunali sopra tutte le contribuzioni dirette.

Io ho questa mane fatto il calcolo dell'effetto di questo riparto per la divisione di Torino e ne risultò che per essa la sovrainposta territoriale che sarebbe stata di 34 centesimi, sarà invece ridotta a 16, e ciò si capisce perchè i fabbricati che non pagavano, pagano ora anche essi la loro parte delle spese provinciali; l'industria, il commercio che non contribuirono nulla nelle spese provinciali pagheranno altresì la loro quota, cosicchè per la divisione di Torino sola, per la quale i calcoli sono stati istituiti, vi sarà uno sgravio per la proprietà territoriale di 18 centesimi. Se di questi 18 centesimi lo Stato ne chiede 15, io credo che tutti vi contribuiranno assai di buon grado, perchè la necessità di questo sacrificio è abbastanza dimostrata.

Finalmente si può calcolare sopra un aumento che dirò normale dei prodotti indiretti. Se non si facessero nuove modificazioni sulla tariffa doganale, io credo che questo aumento potrebbe forse calcolarsi di due o tre milioni; ma siccome il Parlamento in questo istante discute una legge la quale introduce alcune modificazioni alla tariffa daziaria, io non posso lusingarmi che l'anno venturo le dogane diano un prodotto maggiore di quello dell'anno corrente. Io spero bensì che non sarà minore, ma sicuramente per il primo anno almeno non potrà essere maggiore; cosicchè io non potrei calcolare l'aumento nelle contribuzioni dirette che ad un milione e mezzo, e qui penso di essere assolutamente nel vero.

Tutto ciò produrrebbe appunto 123 o 124 milioni; in tal modo per l'anno venturo ci saremmo di molto approssimati all'equilibrio, e se ciò fosse, egli è a credere che negli anni successivi noi lo raggiungeremo in modo assoluto, giacchè molti dei sacrifici che si sono fatti negli anni scorsi e di quelli che si fanno ora, cominceranno a dare i frutti. Noi lo vediamo anche nello sviluppo che ha ricevuto il commercio, l'industria e l'agricoltura, sviluppo che fra alcuni anni sarà ben più notevole e farà affluire nelle casse dello Stato molto maggior danaro.

Io ho avuto l'onore di dichiarare che io credeva indispensabile di ricondurre l'equilibrio nelle spese, non che di portare il pareggio fra le spese ordinarie e i prodotti ordinari, insomma di far in modo che non si avesse più da ricorrere al credito per sopperire agli sbilanci nelle spese ordinarie; ma non ho detto che non si dovesse mai più in nessuna circostanza aver ricorso al credito, giacchè vi potranno essere nell'avvenire spese straordinarie produttive a cui sarà impossibile il far fronte coi mezzi ordinari, e per le quali sarà forza il ricorrere ad un prestito. L'essenziale si è che le spese ordinarie siano bilanciate colle entrate ordinarie, e che le spese straordinarie siano produttive.

Io sono d'opinione che il Governo debba lasciare all'industria privata tutte le imprese che sono nei limiti della forza delle industrie private.

Non sono fautore e non lo è certamente il Ministero dello intervento universale dello Stato nelle medesime; però vi hanno certe circostanze in cui è forza, è necessità che lo Stato intervenga; vi sono certe imprese per le quali non si trova il concorso dell'industria privata, sia perchè l'opinione

pubblica non è ancora abbastanza illuminata sovr'esse, sia perchè i momenti non sono favorevoli alle grandi imprese industriali, sia finalmente perchè il beneficio diretto delle medesime non è bastevole per compensare l'impiego dei capitali.

In siffatte circostanze il Governo deve avere il coraggio di assumersi il carico di tali imprese, e non deve fuggire davanti alla necessità di contrarre prestiti. Vedendo come lo spirito di associazione si sia sviluppato rapidamente tra noi, come le imprese trovino favore presso i nostri capitalisti e presso gli esteri, io nutro speranza che l'intervento diretto del Governo sarà di mano in mano meno necessario: però, ripeto, non vorrei assumere l'impegno di non mai venirvi a proporre di assumere l'esecuzione di qualche grand'opera di pubblica utilità.

Io quindi riassumo, ripetendo che accetto il consiglio che ci dava l'onorevole maresciallo intorno all'epoca della presentazione dei bilanci e che non istarà in noi, se nell'anno 1854 non li vedrà il Parlamento tornati in una condizione normale; che per ciò che riflette l'equilibrio dei bilanci noi faremo tutto il possibile onde ridurre le spese ordinarie in più ristretti limiti, ed anche per accrescere con tutti i mezzi le entrate del tesoro, lusingandoci di poter ottenere l'equilibrio o almeno di avvicinarci molto ad esso nell'anno venturo e raggiungerlo forse nell'anno 1855.

Ma per ciò ci è necessario che vogliate continuarci il concorso che ci avete sempre prestato, anche coll'avvertirci quando siamo troppo larghi nelle spese ed aiutarci col vostro voto quando veniamo a proporvi nuovi sacrifici sotto la forma di nuovi balzelli.

DELLA TORRE. Je remercie M. le président du Conseil de la manière gracieuse dont il a accueilli mes observations. Je conviens avec lui que je n'avais pas tenu compte du budget de la Sardaigne; mais, autrefois, ce budget était payé par la Sardaigne, l'Etat ne concourait que pour un subside de 700 à 800 mille francs qui étaient portés sur notre budget. Jadis, du temps du célèbre comte Bogino, la Sardaigne ne coûtait rien à nos finances, car elle payait ses propres dépenses; mais, comme vous le savez, elle a été pendant quelques années, à l'époque des malheurs, l'asile de notre cour, et la cour lui a témoigné la gratitude de son bon accueil en consacrant une somme pour subvenir à l'entretien des troupes qui lui étaient envoyées de la terreferme; aussi on l'appelait subside militaire. Nous étions alors dans des conditions financières avantageuses; en admettant pour notre passif le chiffre de 75 millions, je crois même qu'une année ce chiffre s'éleva à 78 millions, comme d'un autre côté notre revenu dépassait 80 millions; nous avions des ressources, et nous pouvions, sans nous gêner, comprendre dans nos dépenses ces 700 ou 800 mille francs.

Il n'y a donc d'autre différence dans notre appréciation que 2 millions de plus dans le budget de la dette publique; j'avais calculé 26 millions au lieu de 28, c'est une vérité de fait que je ne conteste pas.

Je demande donc que l'on réduise les dépenses au chiffre de notre revenu, et si le Ministère peut avec cela opérer quelques diminutions pour 1855, dès ce moment mon vote est acquis au budget qu'il nous présentera dans ce sens.

PRESIDENTE. Siccome dall'onorevole maresciallo della Torre non è stata fatta proposta formale che porti deliberazione e non si sarebbe domandata da alcun altro la parola, si procederà perciò alla lettura delle categorie del bilancio in discussione; dissi che le osservazioni o proposte dell'onorevole maresciallo non richiedono alcuna deliberazione, perchè

la prima proposta che egli avrebbe fatta (se vuolsi come tale ravvisare) riflette la presentazione dei bilanci in tempo utile; ma trovandosi questa di già ordinata dalla legge che un mese fa si è votata, non pare che il voto isolato del Senato possa aggiungere alcunchè all'autorità della legge medesima.

In quanto alla seconda proposta, se si ubbidisce a ciò che la legge summenzionata prescrive riguardo all'epoca della presentazione, il Parlamento avendo tutta la libertà di discutere e di deliberare, sarà nel caso di fare quelle soppressioni e riduzioni al bilancio che si ravviseranno necessarie per arrivare al perfetto pareggio, se crederà che questo sia da stabilirsi immediatamente.

DELLA TORRE. Ma il ministro delle finanze ha accettato in faccia al Senato...

PRESIDENTE. (Interrompendo) Certamente, perchè questo punto è già definito dalla legge che abbiamo votata, quindi i voti dell'onorevole maresciallo saranno compiuti.

Pregherò ora il signor senatore Giulio a voler dare lettura delle categorie, le quali ove non sianvi osservazioni, s'avranno per approvate.

GIULIO, segretario, legge le categorie. (Vedi 2° vol. Documenti, pag. 993.)

PROGETTI DI LEGGE: CONCESSIONE DELLA STRADA FERRATA DELLA SAVOIA; CONVENZIONE TELEGRAFICA COLLA FRANCIA.

PALEOCAPA, ministro dei lavori pubblici. Ho l'onore di presentare il progetto di legge per la concessione alla società Lafitte e Bixio della strada ferrata della Savoia. (Vedi 3° vol. Documenti, pag. 1732.)

DABORMIDA, ministro degli affari esteri. Ho l'onore di comunicare alla Camera la copia autentica della convenzione telegrafica stabilita tra il nostro Governo e quello di Francia. (Vedi 3° vol. Documenti, pag. 1782.)

PRESIDENTE. Do atto al ministro dei lavori pubblici della presentazione del progetto di legge per la concessione della ferrovia di Savoia, ed all'onorevole signor ministro degli affari esteri del deposito della copia della convenzione telegrafica tra la Sardegna e la Francia.

APPROVAZIONE DEI BILANCI PASSIVI PER L'EERCIZIO 1853 DELLE AZIENDE GENERALI DELLE FINANZE E DELLE GABELLE.

PRESIDENTE. Si passa ora alla discussione del progetto di bilancio passivo per l'azienda generale delle finanze. (Vedi 2° vol. Documenti, pag. 1173.)

Debbo notare che nella relazione stata distribuita è corso un errore di stampa, il quale non può portare nessuna conseguenza.

Nella prima pagina ove si fa cenno della differenza che passa tra le spese prime stanziare e quelle che sono poste nel bilancio dell'anno corrente si è iscritta una somma di lire 369,595 27, coll'aggiunta di un 9 che non vi deve stare. La differenza è solo di lire 36,595 27.

Seguendo l'uso praticato, se non vi ha chi domandi la parola sul complesso del bilancio, si darà lettura delle categorie, le quali s'intenderanno approvate ove non sianvi osservazioni.

QUARELLI, segretario, dà lettura delle medesime. (Vedi 2° vol. *Documenti*, pag. 1012.)

PRESIDENTE. Rimane a porre in discussione il progetto di bilancio passivo dell'azienda generale delle gabelle.

Se non si domanda la parola, si procederà anche per questo alla lettura delle categorie, le quali, secondo il solito praticato, si avranno per approvate se non sorgono richiami.

PROVANA, segretario, legge le categorie di questo bilancio. (Vedi 2° vol. *Documenti*, pag. 1013.)

PRESIDENTE. Essendo così esaurito l'ordine del giorno, domanderò al Senato se intenda di radunarsi domani per l'esame dei progetti dei bilanci passivi dei lavori pubblici, delle strade ferrate, dell'interno e dell'istruzione pubblica.

Alcune voci. Sì! sì!

PRESIDENTE. È in pronto la relazione sulla concessione dello stagno di San Gavino in Sardegna; siccome però al dire dell'onorevole relatore è assai lunga, io domanderò al Senato se vuol riservarne la lettura a domani, ovvero se intende che sia trasmessa alla stampa fin d'ora.

Voci. Sia stampata.

PRESIDENTE. Si manderà alla stampa e quindi verrà distribuita.

Il Senato resta convocato per le due di domani onde procedere all'esame dei quattro bilanci indicati.

La seduta è levata alle ore 4 3/4.